



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 9 février 2024

### Gouvernement Attal : Addictions France appelle à un « choc de la prévention »

La nomination d'un ministre délégué en charge de la santé et de la prévention, Frédéric Valletoux, pourrait être une opportunité de protéger les plus vulnérables et d'allonger l'espérance de vie en bonne santé des Français, à condition que le mot "prévention" ne soit pas une façade qui cacherait des idées floues, gangrénées par l'écoute attentive des discours de puissants lobbies...voire entièrement éclipsées par un ministère dont les priorités pourraient facilement être dédiées exclusivement à l'attractivité du secteur sanitaire.

Depuis la réélection en 2022 du président Macron, tous les ministres en charge de la santé insistaient sur l'importance de la "prévention" dans l'intitulé de leur ministère, que ce soit l'éphémère Brigitte Bourguignon, François Braun, l'animateur du volet santé du Conseil National de la Refondation (CNR), mettant la prévention en santé au premier plan, ou Aurélien Rousseau. Un espoir pour les acteurs de la prévention en santé : notre système de santé largement basé sur le curatif allait-il enfin être rééquilibré au profit d'une approche par le dépistage précoce et les déterminants de santé, avec un soutien à des politiques de prévention recommandées par l'OMS ?

Deux ans plus tard, force est de constater que les conclusions du CNR n'ont jamais été publiées. Mais surtout, **une politique de prévention suppose d'agir sur les priorités qui s'imposent logiquement du fait de leur impact négatif sur la santé de la population : le tabac, l'alcool, la nutrition, les pesticides, la pollution atmosphérique ou, de plus en plus, les jeux d'argent et de hasard.** La simple énumération de ces priorités est aussi celle des industries qui s'opposent à la santé. Sur le seul champ des addictions, on a assisté à des avancées fragiles, à des reculs spectaculaires ou à une inertie dommageable :

- **Le plan national de lutte contre le tabagisme**, présenté à l'automne, prévoit par exemple une extension des espaces sans tabac, mais sous réserve de l'avis des préfets. Or dans le même temps, le ministre Aurélien Rousseau a salué l'engagement des buralistes qui transgressent en masse l'interdiction de vente aux mineurs.
- **Les campagnes de prévention sur l'alcool de Santé publique France** ont été censurées par François Braun, et le Défi de Janvier n'a reçu aucun soutien malgré ses effets positifs avérés.
- **Les Jeux d'Argent et de Hasard (JAH)** se développent de manière exponentielle, notamment chez les jeunes, du fait d'une promotion agressive par les opérateurs sans qu'une régulation efficace s'y oppose. Les créations technologiques inquiétantes et addictives, comme les JONUM, sont tolérées au nom de la *start-up nation*.

Reconnue d'utilité publique

Fondée en 1872 par Louis Pasteur & Claude Bernard

[www.addictions-france.org](http://www.addictions-france.org) • [contact@addictions-france.org](mailto:contact@addictions-france.org)

ANPAA - 20 rue Saint-Fiacre 75002 PARIS • Tel : 01 42 33 51 04

Suivez-nous sur :

 @AddictionsFr

 Association Addictions France

 Association Addictions France



## COMMUNIQUE DE PRESSE

- **Les influenceurs prospèrent en ignorant la loi Evin, qui encadre la publicité sur l'alcool.** Et le gouvernement a refusé de leur imposer des contraintes, alors que le marketing joue sur la surconsommation d'alcool.
- La revalorisation des salaires des professionnels et le financement pérenne des programmes de prévention n'ont pas eu lieu, malgré un consensus parlementaire, **empêchant le déploiement de projets visant la réduction des inégalités de santé.**

Jusqu'à présent, le discours volontariste sur la prévention s'est brisé sur la résistance des forces économiques, et la complaisance du Gouvernement à leur égard.

Selon Addictions France, la santé n'est pas une variable économique et ses politiques vont au-delà de la crise de l'hôpital : le secteur du médico-social et de la prévention rencontre des difficultés majeures et un manque de soutien des pouvoirs publics, en dépit de leur rôle crucial. Elle espère que le nouveau ministre de la Santé et de la Prévention, malgré son passé dans le secteur hospitalier, saura entendre les voix des diverses associations de santé.

**À PROPOS D'ASSOCIATION ADDICTIONS FRANCE** : Fondée en 1872 par Louis Pasteur et Claude Bernard, Association Addictions France est reconnue d'utilité publique et agréée d'éducation populaire. L'association intervient au plus près des populations sur toutes les addictions. Elle est également force de proposition pour faire évoluer les opinions et la législation.

### CONTACT :

**Relations presse – Elisa Cornelie : [elisa.cornelie@addictions-fr.org](mailto:elisa.cornelie@addictions-fr.org) | tél. : 06 32 33 51 11**